



CUBA



D 2194 • Cu3
16-31 décembre 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

*DIAL vous souhaite un joyeux Noël
et vous présente ses meilleurs vœux pour la nouvelle année*

MOTS-CLEFS

Société civile	Capitalisme
Révolution	État
Organisation sociale	Famille
Pluralisme	Femmes
Participation	Églises
Liberté	Médias
Communisme	Entreprises

Dictionnaire express

LA SOCIÉTÉ CIVILE À CUBA

Les différentes entrées de ce "dictionnaire express" ouvrent sur autant de sentiers différents pour circuler dans la société civile cubaine. Nulle obligation de commencer par un mot ou un autre, mais on peut aller et venir dans diverses directions, faire une pause si l'on juge le circuit un peu long et reprendre sa marche quelque temps plus tard. Nul doute qu'après cette visite commentée on appréciera la qualité du guide, à savoir un article publié dans la revue Envío, juillet 1997 (Nicaragua), dans lequel nous avons sélectionné les entrées suivantes.

Avant la Révolution

Dans la formation sociale antérieure à la révolution il existait une longue tradition d'organisation et il y avait une grande variété d'associations. La société des années 50 était une société civile active.

Dans la sphère de l'économie coexistait un éventail d'associations qui représentaient les intérêts des secteurs les plus divers. Il y avait des associations de fermiers, de propriétaires de bars, de cordonniers, de planteurs de café, de toutes sortes de commerçants et industriels. Même les commerçants de jus de canne étaient associés et l'Association nationale des vendeurs de jus de canne qui regroupait 700 membres était active.

Les associations économiques pré-révolutionnaires avaient une caractéristique commune : toutes les classes y

étaient représentées. Elles intégraient tout le monde et disaient représenter les intérêts de tous. Dans la pratique il n'en était rien. Un exemple : dans l'Association nationale de fermiers - étaient fermiers les producteurs de sucre liés à une centrale sucrière - les membres allaient depuis le plus gros propriétaire de terres jusqu'au malheureux qui n'avait pas même un bout de terre où mourir. Quiconque produisait de la canne à sucre était fermier et de ce fait membre de l'association. Mais il est évident que la minorité des puissants dominait et entraînait derrière elle la majorité des petits et des moyens fermiers qui lui servait de moyen de pression pour défendre ses intérêts face à l'État.

Il n'existait pas avant la révolution un secteur d'entreprises d'État - entreprises publiques, comme ensuite il en a existé dans les capitalismes les plus

développés -. Mais depuis les années 30, l'État cubain faisait preuve d'un très grand dirigisme à l'égard de toute l'économie. C'est dans cette décennie que fut créé l'Institut cubain de stabilisation du sucre - le sucre étant la principale industrie. Et à partir de cette expérience, dans les années 40 et 50, d'autres instituts de stabilisation furent créés, avec des mécanismes identiques de contrôle rigoureux de l'État, pour le tabac, le café et tout le reste des productions exportables.

La révolution survint et changea radicalement le panorama de la sphère économique de la société. Elle réduisit au minimum l'initiative privée et accentua le dirigisme d'État déjà existant dans une perspective socialiste pour mettre toute l'économie sous le contrôle de l'État. Toutes les entreprises privées industrielles passèrent à l'État. Seuls quelques espaces de pro-

duction agricole restèrent privés et dans bien des cas se transformèrent ensuite en coopératives. Quelques petites entreprises privées, dans le domaine du commerce et des services - ateliers, vente de nourriture, kiosques de vente de granité ou de jus de canne, etc. - fonctionnèrent jusqu'en 1968, époque à laquelle elles passèrent également à l'État, lors d'une *Offensive Révolutionnaire* radicale qui, bien que politiquement justifiée à ce moment là, n'en fut pas moins très discutable économiquement, car elle conduisit à une perte totale de la culture d'entreprise et aujourd'hui il faut que Cuba découvre comment organiser la production et la distribution du jus de canne...

Les associations économiques interclasses - de fermiers ou de propriétaires des bars - s'effondrèrent d'elles-mêmes. Du fait de l'étatisation de l'économie. Car la relation interclasses fut anéantie par la lutte des classes. Mais, surtout, parce que le gros propriétaire terrien ou le gros commerçant qui dirigeait l'une ou l'autre de ces associations décida de s'exiler.

Il y avait aussi avant la révolution des associations politiques liées à différents partis existants. Et une ribambelle d'associations religieuses, en écho à la gamme de croyances enracinées au plus profond du cœur du peuple cubain. Les partis politiques disparurent et les associations religieuses perdirent sens et présence, et s'affaiblirent suite aux changements idéologiques profonds auxquels elles n'étaient pas préparées.

Les associations dénommées "libres" étaient les plus nombreuses dans la société civile pré-révolutionnaire. Il y en avait de toutes sortes et avec n'importe quel but. De nombreuses associations professionnelles - collègues de médecins, de journalistes, d'ingénieurs - possédaient un pouvoir organisateur et de l'influence. Les associations d'immigrants, particulièrement celles des Espagnols : Asturiens, Galiciens, Canariens, Catalans, avaient une grande cohésion et disposaient d'un poids économique.

Avec la révolution, le réseau des associations libres s'est complètement

transformé. Certaines associations s'affaiblirent, d'autres disparurent. Comme cela se produisit dans la sphère de l'économie, toutes les associations professionnelles pré-révolutionnaires se sabordèrent d'elles-mêmes lorsque leurs dirigeants et une grande partie de leurs membres s'exilèrent. Dès les trois premières années de la révolution, 600 000 personnes avaient déjà quitté Cuba, principalement en direction des États-Unis, et la grande majorité d'entre eux exerçaient une profession libérale : médecins, architectes, universitaires.

Association (droit d')

La Constitution cubaine reconnaît le droit d'association. Mais le texte constitutionnel lui-même impose à ce droit comme à tout autre droit civil politique, une limite : celle de porter atteinte à la révolution. Le point à débattre - et sur lequel on débat fort peu à Cuba - serait de déterminer ce que l'on entend par "porter atteinte à la révolution". En réalité c'est l'État qui le détermine et selon son bon vouloir car il n'existe ni règles ni éclaircissements juridiques pour les différents cas qui peuvent se présenter. De cette façon, les droits individuels - droit d'association et autres - aboutissent entre les mains de fonctionnaires qui administrent la loi. Selon qu'administration et interprétation sont pertinentes ou maladroites, alors même que la légalité est préservée, la légitimité du principe de "défense de la révolution" peut s'éroder.

L'agressivité de neuf gouvernements des États-Unis à l'égard du projet révolutionnaire a obligé les dirigeants et toute la société cubaine à vivre en permanence sur la défensive. Mauvaise conseillère. Au nom de la défense de la révolution les dirigeants ont pris et prennent des mesures, pas toujours populaires et parfois mal appliquées, qui leur donnent l'illusion de contrôler la situation. Mais la conscience des personnes demeure la plupart du temps hors contrôle. C'est dans ce cadre de défense imposée qu'il faut situer les nombreuses possibilités d'expression de la société civile cubaine.

Chaque Cubain et chaque Cubaine a été et demeure associé à des espaces divers de la société. Aujourd'hui la crise, et l'urgence pour la population de donner la priorité aux problèmes quotidiens et de survie, ont diminué la pratique associative. Et la **participation** est devenue limitée du fait de l'excessive centralisation à laquelle sont soumises presque toutes les décisions.

Cependant, les changements importants que connaît Cuba depuis ces dernières années poussent la société vers de nouvelles formes associatives. Beaucoup apparaissent spontanément ou de façon informelle, et plus particulièrement dans les quartiers, les espaces locaux et communautaires. *"Ce qu'il y a, c'est que tôt ou tard, les expériences nouvelles se heurtent à quelque fonctionnaire, à quelqu'un de zélé, à quelqu'un qui dit que non et non, que ce n'est pas autorisé. Et la lutte commence, c'est cette lutte qui est désormais devant nous"*, m'explique-t-on dans un quartier.

Autonomie

Au milieu des années 80 la révolution a mis en chantier ce qu'on appelé la période de rectification. On a alors mis en cause le manque de créativité des **organisations de masse**. On leur faisait remarquer qu'elles s'étaient laissées prendre par la routine et avaient transformé l'**unité** en une fausse unanimité. L'État et le **Parti** encouragèrent alors "d'en-haut" l'autonomie de ces organisations populaires et proposèrent quelques changements. Mais il est difficile de rompre avec la routine à partir de la routine même.

Par la suite, la crise, le manque de moyens, les nouvelles questions et l'usure des anciennes réponses, les liens internationaux que l'économie cubaine a dû se créer pour survivre, ont fait apparaître, très lentement, la construction "à partir de la base", d'une plus grande autonomie de la société et de ses organisations, grandes, moyennes et petites.

L'observateur étranger ou le fonctionnaire d'une ONG internationale, qui arriverait à Cuba pour travailler dans le cadre de la société civile peut tom-

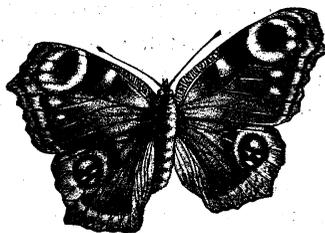
ber dans un piège sans issue s'il se met à sélectionner les associations avec lesquelles il va collaborer en utilisant comme mesure de référence sa propre autonomie à l'égard de l'État, s'il décide de mettre l'accent sur le "non-gouvernemental".

"Que signifie le non-gouvernemental dans un pays de tradition étatique ? Pourquoi ne pas utiliser plutôt comme critère pour évaluer les associations leur conception de la participation et surtout leur manière de promouvoir la participation de la communauté ?" me disait la dirigeante d'une ONG internationale qui essayait d'utiliser cette mesure et de ne pas tomber dans le "piège".

L'autonomie de ce qui ne relève pas de l'État mais plutôt du domaine public est un défi que la révolution n'a pas à ce jour assumé. Le moule initial du projet cubain n'a pas encore pris en compte cette dimension. C'est un moule qui n'a pas non plus pris en compte l'autonomie dans ce qui existe de plus intime : l'opinion personnelle, les rêves et les désirs individuels. Voici comment me l'explique une amie qui, en tant que professionnelle du théâtre est experte en "masques" : *"À Cuba nous sommes habitués à toujours réprimer notre première pensée sur quelque sujet que ce soit, notre véritable opinion sur quelque sujet que ce soit. L'autocensure s'est intégrée à notre culture. Cela crée une coquille et tend à produire des êtres gris, en série, sans personnalité et qui dissimulent leurs passions, qui ne se définissent pas. Nos désirs eux-mêmes n'arrivent pas à être autonomes. Nous avons été élevés dans l'idée que le subjectif est mauvais, que le désir, petit, moyen ou grand, est l'expression d'un individualisme et nous nous culpabilisons face aux désirs autonomes qui surgissent dans nos coeurs. Nous ne leur donnons pas leur chance, nous les avons toujours fait taire pour servir une cause collective, une cause plus grande que nous."*

Tandis qu'elle m'explique cela, je me souviens d'une chanson à la mélodie nostalgique du Cubain Carlos Varela : *"Je sais que ce n'est pas grand chose / mais ce sont mes rêves / ces petits rêves / qui aident à vivre..."*. C'est

curieux. La chanson revendicative latino-américaine a revendiqué une terre sans barbelés, la main tendue vers l'Indien, le droit à la vie et à ne pas la vivre dans des maisons de carton... Les chansons revendicatives cubaines d'aujourd'hui réclament le droit de se tromper, le droit de prendre des risques, le droit de rêver ses propres rêves personnels et peut-être différents du "rêve officiel"...



Bicyclette

Le système cubain a été imaginé pour fonctionner comme la roue d'une bicyclette : un centre fort, un centre de pouvoir à partir duquel décisions et tâches sont transmises, via le Parti-État, en direction de la roue, en direction de la société. Tous les points de la roue sont à la même distance du centre d'où émane le mouvement. Et un point quel qu'il soit ne se met en mouvement que lorsque le centre se met en mouvement. Aucun rayon ne se met en mouvement sur sa propre initiative ni ne peut non plus mettre en mouvement aucun autre rayon, car il n'existe pas de mécanisme qui unisse les rayons entre eux.

Malgré cette rigidité, les citoyens cubains qui se sont forgés dans la révolution ont organisé tout au long de leur vie, plus que les citoyens antérieurs à la révolution, des espaces de **participation** sociale nombreux et significatifs. Et comme la mécanique du système n'a jamais fonctionné à la perfection et que les pneus de cette bicyclette crèvent souvent, de nouvelles expériences sociales surgissent aujourd'hui à Cuba. Que ces nouvelles expériences aient connaissance les unes des autres et échangent est un des défis qui se présente aujourd'hui à la société cubaine. Le défi se situe au plan horizontal : établir une relation entre les rayons de la bicyclette.

Comités de défense de la révolution (CDR)

C'est une des huit **organisations de masse** du système politique cubain, la plus massive, la plus originale, la plus caractéristique des changements révolutionnaires des débuts. Les CDR ont vu le jour en 1960. Très vite la formule qui servait à l'organisation des habitants d'un quartier, d'une zone rurale ou d'une sucrerie, a pris comme de l'herbe sèche au feu d'une chandelle et en 1962, déjà, il y avait à travers Cuba 100 000 CDR dont faisait partie un million de Cubains et Cubaines, soit la moitié de la population adulte. Les CDR regroupent aujourd'hui 7 millions de personnes et ont créé un réseau social très important et fourni avec lequel il faut compter pour quoi que ce soit.

Les CDR virent le jour avec pour objectif la défense de la révolution contre les activités contre-révolutionnaires de sabotage ou de conspiration. Mais au milieu des années 60 déjà, à cette tâche initiale est venue s'ajouter une multitude d'activités sociales et communautaires qui progressivement sont passées au premier plan. Aujourd'hui, bien que le CDR continue à s'appeler "de défense de la révolution", les gens le voient davantage comme un lien entre voisins, comme une organisation communale qui administre la pénurie et procède aux partages, qui organise des fêtes pour les enfants et les adieux aux jeunes qui partent au service militaire, qui s'occupe des vaccinations... La "défense" est encore de mise, mais aujourd'hui elle s'exerce fondamentalement contre la délinquance et le vol à la tire.

De toutes les organisations de masse, les CDR sont celles qui, historiquement, ont eu le moins d'autonomie, celles qui ont le plus joué le rôle d'une courroie de transmission des priorités du système et comme "extincteur" face aux problèmes créés par les politiques de l'État. Malgré cela, l'espace communautaire est probablement celui où plus qu'ailleurs apparaissent progressivement de nouvelles formes d'organisation "en marge de" - ou du moins non dirigées par les CDR. De nombreuses expériences communau-

taires sont menées par des leaders naturels, des commissions *ad hoc*... et dans bien des cas les CDR s'y sont joints.

Dans le cadre de leur actuel processus de rénovation les CDR se sont donné comme objectif le sauvetage de l'identité culturelle de certains quartiers, identité oubliée pendant bien des années. Ils ont également procédé à un renouvellement des dirigeants et 70% d'entre eux, du niveau national au niveau municipal, ont actuellement moins de 35 ans. Mais après tant d'années de routine, "il ne suffit pas de combiner jeunesse et bonnes idées" me dit-on. Selon l'opinion de beaucoup à Cuba, une authentique rénovation des CDR nécessiterait de dépasser les modalités de travail rigides et les réunions mécaniques et ennuyeuses à base de **méthodologies** participatives.

Centrale des travailleurs de Cuba (CTC)

Née en 1939, ce fut l'un des premiers mouvements syndicaux unifiés et centralisés d'Amérique latine. Avant la révolution la majorité des travailleurs cubains - pour la plupart des hommes - appartenaient à la CTC. La Centrale survécut aux changements révolutionnaires et se transforma en l'une des huit **organisations de masse** du système politique cubain. Aujourd'hui plus de 3 millions de travailleurs et travailleuses appartiennent à la CTC.

À Cuba l'espace économique est chaque jour de plus en plus différent de celui des années 60, 70, 80 au moment où l'économie était entièrement entre les mains de l'État qui ignorait presque complètement les mécanismes du marché. Aujourd'hui des embryons de petites entreprises privées surgissent, les entreprises mixtes sont de plus en plus nombreuses, les zones franches et les entreprises de sous-traitance (*maquilas*) ont fait leur apparition, il existe dans l'agriculture un ample réseau de coopératives, de même que dans l'élevage ou la pêche, et l'État reste propriétaire d'entreprises, est associé à des investisseurs étrangers dans le cadre d'entreprises mixtes, et continue

à réguler l'ensemble de l'économie par l'intermédiaire de différents organismes.

La CTC est l'organisation de masse la plus directement affectée par des changements aussi radicaux. La réalité s'est considérablement transformée pour le travailleur cubain. Le mouvement ouvrier cubain ne sera plus jamais ce qu'il a été lorsque le syndicat n'avait aucun sens face à un "patron" unique, l'État providence. Ils sont aujourd'hui de plus en plus nombreux ceux qui travaillent à leur compte, ceux qui travaillent dans des entreprises mixtes dont les "patrons" sont des capitalistes étrangers, et ceux qui, tout en continuant à travailler dans des entreprises d'État, sont soumis à un régime d'efficacité et de rentabilité capitaliste inconnu à ce jour à Cuba, imposé au pays par la concurrence dans le cadre d'une économie globalisée. Outre tous ces changements, chômage et sous-emploi ont refait leur apparition. Ce sont là des situations totalement nouvelles pour la CTC.

Cette réalité qui est irréversible exige du mouvement syndical cubain davantage de représentativité car, désormais, l'État paternaliste ne veille plus aux intérêts de sa base. L'État n'est plus pour le syndicat, et ne sera jamais plus le père qui donne, mais l'associé qui ôte. L'État a supprimé des gratuités, monté les prix, a dû accepter des inégalités, geler les salaires, imposer des contributions... Lorsque l'État donnait tout au travailleur, le syndicat n'était pratiquement qu'une formalité. Le syndicat n'avait rien à demander à l'État-employeur que celui-ci ne donnait pas à ses employés s'il pouvait le faire. Le syndicat assurait seulement la mobilisation politique des travailleurs et n'était qu'un mécanisme qui leur permettait un certain degré de participation dans la discussion du plan, l'application du code du travail ou la garantie de la discipline du travail.

La CTC a amorcé un processus sérieux de réflexion sur la nouvelle réalité comme cela apparaît dans les *Actes* de son XVIIème Congrès de 1996, document qui, selon des analystes cubains, est le plus avancé idéologiquement depuis l'*Appel* au IVème Congrès du Parti communiste de Cuba

en 1990. Dans ces *Actes* ce qu'il y a de plus remarquable est que la CTC y pose le problème de l'ouverture à la pluralité des formes de travail, consciente qu'elle doit représenter l'éventail des intérêts divers qui sont aujourd'hui ceux des travailleurs cubains. "Ceci n'est pas seulement nouveau mais extrêmement nouveau. La société cubaine est en train de faire l'expérience de changements très profonds. Et les *Actes* expriment les premières réflexions de la société des travailleurs cubains à propos de ces changements", m'explique un dirigeant dans un centre de travail... Mais, dans un autre centre, on me dit que les fruits de cette réflexion ne sont pas encore perceptibles, que tout n'est resté que sur le papier : "Je scie, et scie encore sans pour autant voir la sciure", m'explique un travailleur du textile de San Antonio de los Baños -, "Le syndicat est toujours le même, il ne sert que l'administration, et pas moi."

Les syndicats cubains vont s'affronter à un gigantesque défi en vu duquel il leur faut construire et affûter de nouveaux outils. Bien que la CTC soit une des organisations de masse des plus aguerries et qui a soutenu les batailles les plus importantes pour ses bases, sa pratique du litige et de la revendication demeure aujourd'hui insuffisante. "Quel est le défi de la CTC ? Pour moi c'est tout à fait clair : nous devons promouvoir un syndicalisme et des syndicalistes qui défendent un projet de participation populaire. Et qui le défendent rien moins que face au projet officiel, trop marqué par un caractère purement administratif", me dit un jeune syndicaliste.

Débat

Il n'existe pas à Cuba une culture du débat. "Est-ce qu'on débat à la maison, en famille ?" Oui, bien sûr. "Est-ce qu'on débat dans un bar ou au coin d'une rue ?" Seulement si tu sais qui est qui et où blesse le bât pour chacun... "Est-ce qu'on débat dans les médias ?" Écoute, regarde et tu verras. "Est-ce qu'on débat dans le centre de travail ou au sein du parti ?" Silence.

L'absence de débat s'explique par une politique de censure. "Il existe un ensemble de thèmes tabous qui, s'ils se discutent, se discutent toujours sous contrôle ; si tu échappes au contrôle, on te rappelle tout de suite à l'ordre", m'explique un militant du Parti.

La censure a donné naissance à un enfant : l'autocensure. Une des caractéristiques les plus fortes de la société cubaine est qu'elle s'autocensure. Cette caractéristique qui touche l'ensemble de la société, se communique par contagion à toutes les associations de la société, dans lesquelles l'autocensure se renforce. Du fait de l'autocensure les associations sont moins représentatives car, en dehors d'elles, des inquiétudes nombreuses persistent parmi leurs bases et toute la société. Et cela appauvrit la société civile. D'une façon générale on a le sentiment que le bureau de l'organisation de masse qui regroupe les femmes, la FMC, a moins d'audace que les bases actives de la FMC, et que ces bases ont moins d'audace que l'ensemble des femmes cubaines. On ressent la même chose dans les associations professionnelles : le bureau de l'association des économistes est moins audacieux que les économistes qu'elle regroupe et ces économistes moins audacieux que la société dans ses revendications économiques. Ainsi se constitue une chaîne d'autocensures.

La crise que vit Cuba tend à briser la culture de l'autocensure, mais en même temps elle la renforce sous d'autres aspects. Les critiques qu'adressent aujourd'hui de nombreux Cubains et Cubaines au système politique ont parfois une tonalité extrêmement subtile, trop indirecte, mesurées et timides. Personne ne veut provoquer une convulsion, tous craignent l'éventualité d'un quelconque changement brutal. C'est une immense majorité qui ressent comme le sien propre le projet révolutionnaire et qui, par conséquent, est troublée par ce qui se passe et en souffre : la duplicité morale, les inégalités, les espaces d'action qu'on leur refuse à eux et que l'on ouvre à rien moins que d'insignes représentants du capitalisme international... "Face à tout cela nous nous autocensurons. Tout ce qui se passe touche à notre

propre histoire, nous nous sommes tous arraché les tripes pour cette révolution. Et maintenant ? Nous éprouvons le sentiment de qui cheminerait à travers un champ miné, et nous savons que chacun de nous a posé des mines dans ce champ... Est-il temps de les enlever ? Et comment le faire ? C'est pas gagné ! Tout le monde sait que c'est plus difficile d'enlever des mines que d'en poser", commente quelqu'un dans une réunion.



Églises

À Cuba l'Église catholique cohabite avec une cinquantaine de dénominations ou d'Églises évangéliques. Aucune des Églises chrétiennes ne "domine" ni dans la société ni dans la religiosité du peuple cubain, qui s'ouvre aisément à n'importe quelle croyance et parvient à les mêler toutes pour atteindre à plus de spiritualité. "Comme dans un ragoût bien pimenté", m'explique un curé. Dans le remarquable éclectisme religieux cubain les croyances de la *Santería*, syncrétisme de religions d'origine africaine et de formes d'expression catholiques, ont toujours et majoritairement dominé.

Selon l'opinion des Cubains de Miami qui soutiennent la politique des États-Unis, l'Église catholique est le seul espace où la société civile existe réellement aujourd'hui dans l'île. C'est pourquoi ils proposent très souvent que l'Église se décide à assumer le rôle de promoteur de la société civile *made in USA* qu'ils désiraient pour Cuba.

(Nous parlerons dans un prochain article de la question de la religion et du rôle des institutions religieuses dans la société cubaine.¹)

1. À paraître dans *DIAL*, 1-15 janvier 1998 (NdT).

État

La relation entre l'État et la société civile n'importe où dans le monde ne doit pas s'établir dans la confrontation mais dans la complémentarité et la coopération. Car ce qui crée un lien entre l'État et la société civile c'est l'intérêt pour la chose publique, le bien commun. S'il existe un endroit en Amérique latine où sont établies les bases pour que se réalise ce fonctionnement harmonieux, c'est à Cuba.

La caractéristique des organisations de la société civile (corporatives, communautaires, professionnelles, religieuses, culturelles, intellectuelles) n'est ni la conquête du pouvoir ni le lucre. Elles n'entrent donc en concurrence ni avec l'État ni avec le marché. Elles évoluent en toute indépendance et entre deux eaux. En Amérique latine on appelle aussi la société civile "le troisième secteur". Ce n'est ni le secteur d'État ni le secteur du marché, c'est l'espace communautaire. C'est de ce secteur que surgit une alternative démocratique. Démocratique parce qu'il pousse à la participation. Alternative parce que l'excès de marché "tue" le communautaire en renforçant l'individualisme. Et l'excès d'État "tue" le communautaire en écrasant les initiatives et en favorisant des dépendances.

Jusqu'à il y a peu, pratiquement tout à Cuba était étatisé et il n'existait quasiment pas de mécanismes de marché. Dans la nouvelle situation ouverte par la crise, des mécanismes de marché s'introduisent progressivement et même si l'État reste fort et si ses programmes sont prioritaires et ses entreprises privilégiées, son rôle dans la société est en train de se redéfinir. En raison de ces changements, imperceptiblement, la société civile manifeste petit à petit son existence. Elle prend corps petit à petit du sein de cette société forgée par la révolution et parée des particularités de l'histoire et de la culture cubaines.

Des réticences pour comprendre et accepter cette nouvelle réalité, qui réclame de l'État une passation de certains pouvoirs à la société, une redistribution du pouvoir, se manifestent au sein du gouvernement cubain. Pour

ceux qui identifient le socialisme à l'État la nouvelle situation représente un défi difficile à assumer.

Dans le marché international - en particulier celui sur lequel règnent les États-Unis - il existe des intérêts qui aspirent à constituer à Cuba une société civile qui s'affronte à l'État et lui ravissent tous ses pouvoirs pour les mettre entre les mains du marché. Pour ceux qui identifient marché et démocratie, la nouvelle réalité cubaine représente une grande tentation vis-à-vis de leurs tendances à l'ingérence.

Famille

Le projet révolutionnaire a créé à Cuba des conditions matérielles qui ont renforcé la famille : santé, éducation, emploi, sécurité sociale pour tous. Mais en même temps il a affaibli la famille en minimisant son rôle spirituel dans la transmission des valeurs, tâche essentielle confiée à des entités d'État. Cette double action a laissé des traces indélébiles sur le tissu social cubain, sur tous les Cubains et Cubaines de tous âges.

Au cours du temps, l'orientation initiale de l'État vis-à-vis de la famille s'est rectifiée, aujourd'hui l'État et la société, le discours officiel et la conscience de tous ne le savent que trop et insistent sur le fait qu'il n'y a ni éducation, ni spiritualité, ni valeurs, si la famille, le père et la mère ne participent pas à cette tâche. Le problème est qu'aujourd'hui, alors qu'on lui a restitué son rôle spirituel, la famille se trouve de nouveau confrontée à des conditions matérielles très difficiles auxquelles l'État ne parvient pas à donner une solution : problème quotidien pour obtenir une alimentation satisfaisante, des salaires qui sont bas, un manque de postes de travail, des problèmes de logement qui s'amplifient et provoquent, avec l'entassement, un manque de vie privée, de plus en plus les personnes de troisième âge vivent parmi les familles, etc.

Genre

L'objectif révolutionnaire du genre [masculin-féminin] remplit désormais des bibliothèques, est le thème perma-

nent de congrès et ateliers et partout dans le monde il a appris aux femmes à se regarder elles-mêmes et à regarder la société avec un regard nouveau.

À Cuba cet objectif de genre n'est pas encore présent de manière significative. "La question de la femme" est restée diffuse à l'intérieur de la "question sociale" et aujourd'hui le système a tendance à freiner "l'objectif du genre" au nom de "l'objectif d'unité nationale et révolutionnaire".

L'organisation Femmes militantes cubaines (FMC) n'assume pas l'objectif du genre parce que le Parti communiste ne l'assume pas et rien n'indique qu'il envisage de le faire. Cependant, la maturité atteinte par les femmes cubaines dans la révolution permet de pronostiquer que la perspective du genre fera son chemin dans la société. Non sans obstacles. La direction de la FMC a non seulement évité d'entrer dans ce champ de réflexion et d'action, mais en outre elle a empêché que certains secteurs de sa base le fassent. Cela a été démontré par la mise en sommeil - c'est le terme qui a été utilisé - du groupe de réflexion féminin "Magín"² qui en septembre 1996 fut mis à l'écart par les dirigeants de la FMC et du Parti. Les femmes Magín avaient fait usage en public du mot genre et étaient parvenues à réaliser un travail créatif pendant trois ans sur cet objectif dans divers secteurs.

Une culture machiste persiste à Cuba, comme survit un racisme culturel aussi difficile à déraciner que le machisme. "Mais je crois que la révolution a une responsabilité plus grande vis-à-vis du machisme que vis-à-vis du racisme. Car l'esclavage est trop ancré au plus profond de notre histoire. Et dans le cas du machisme c'était le chemin de la facilité. La réalité c'est que les femmes après être sorties de leur foyer et avoir tant obtenu dans les premières années, on les a plantées là. Et comment ? On leur a coupé les ailes pour qu'elles ne continuent pas leur lutte pour obtenir davantage!" C'est ce que m'explique un homme éclairé qui comprend bien ce qu'est cet objectif du genre. Mais immédiatement un autre précise : "On ne leur a

2. *Le Bon sens* (NdT).

pas coupé les ailes, pas du tout ! Tout le monde sait que les femmes sont nombreuses et épouvantables quand elles se mettent à réclamer. Et ici on ne peut pas avaler des couleuvres, on ne peut pas mettre en danger l'unité. Sinon, c'est autre chose qu'on va nous couper !"

José Martí

José Martí a été l'apôtre de la sociodiversité bien que, à son époque, ni lui ni personne ne lui donnait ce nom. Martí a rêvé pour Cuba une société plurielle dans laquelle on additionnerait et on ne supprimerait pas, dans laquelle s'exprimeraient, au besoin de façon tumultueuse, les idées de tous. Pour extraire des entrailles de ces idées leur vérité cachée. C'est de cela dont il a parlé il y a déjà plus de cent ans, dans son fameux discours du 26 novembre 1891 à Tampa. Nous cherchons - dit alors Martí : "un pays républicain selon la voie cubaine, d'où serait bannie la timidité peureuse de quelques-uns face à la saine expression de toutes les idées et où toutes les énergies trouveraient à s'employer honorablement... Bien évidemment les petits-maîtres de la politique, qui oublient combien il est nécessaire de prendre en compte ce qui ne peut pas être supprimé, feront des réserves, et le patriotisme mondain se mettra à grogner sous prétexte que le peuple qui crée dans la sueur ne dégage pas toujours une odeur d'aillet. Qu'y faire ? Il faut entrer dans la vérité les manches retroussées comme le fait le boucher lorsqu'il pénètre dans les entrailles de la bête de boucherie. Tout ce qui est vrai est sain, même si ça ne sent pas l'aillet."

Laboratoire

José Antonio Blanco, fondateur du Centre Felix Varela, une des plus récentes ONG à Cuba, a émis en plusieurs occasions l'hypothèse de l'île vue comme un laboratoire social. Il l'explique ainsi dans sa *Lettre à un ami européen*, publiée dans la nouvelle revue cubaine *Contracorriente*³ :

3. *Contre-courant* (NdT).

“Cuba ne peut pas- si elle désire survivre - être le musée d’un socialisme en voie de disparition, mais elle ne veut pas non plus être le pastiche de la tragédie latino-américaine. Cuba possède le potentiel humain et matériel, malgré la crise, pour se constituer avec succès en laboratoire social d’un nouveau modèle de développement authentiquement humain et soutenable. S’il est possible de réinventer le socialisme quelque part, c’est dans cette île qu’existent les conditions pour y parvenir... Le chemin de nos solutions passe par un débat vaste et pluriel qui vivifie le processus de rectification, à la recherche d’un nouveau modèle de développement global et cohérent, qui apparaisse comme une alternative au modèle soviétique et à la réalité capitaliste, par sa nature intrinsèquement démocratique et humaniste dans le cadre d’une économie mixte... C’est de l’incorporation pleine, autonome et participative de la société civile à la société politique que surgira une nouvelle et authentique culture démocratique.”

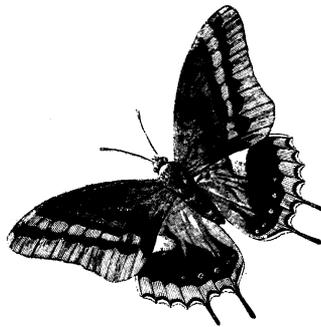
Moyens de communication

À Cuba, tous les mass médias, écrits, parlés et télévisuels, font partie du système politique, en sont un des instruments indispensables. Cela leur a permis de jouer un rôle essentiel dans les moments clés de la révolution, dans les situations exceptionnelles et d’urgence. Mais dans la vie de tous les jours, ils se sont fait remarquer, en général, par une médiocrité stupéfiante.

Les médias cubains - excepté le cinéma - n’ont pas contribué à créer la culture de débat dont toute société a besoin et, de façon plus urgente encore, une société en crise. La société cubaine sait s’exprimer et la crise la conduit à parler plus fort. Il y a des secteurs de pouvoir qui ne l’écourent pas, il y en a d’autres qui l’entendent mais n’ont pas de réponse, d’autres qui l’écourent, ont des réponses mais n’ont pas le pouvoir d’agir

Comment défaire tous ces noeuds et bien d’autres encore ? Une des clés serait d’ouvrir le débat. Les médias sont appelés à se transformer en un

forum permanent de débat. On argumente que s’ils le font ils courent le risque de se laisser glisser sur la pente descendante du “démocratisme”. Mais il ne s’agit pas de débattre pour débattre, ni d’une gymnastique mentale ni d’un exercice superflu. Il s’agit de débattre pour prendre conscience et surtout pour trouver les solutions les mieux adaptées aux problèmes.



Bien que quelques pas timides aient été faits en direction de l’ouverture du débat sur quelques radios locales, dans quelques programmes radiodiffusés nationaux, dans les hebdomadaires *Trabajadores* et *Juventud Rebelde*⁴, dans quelques articles de la revue *Bohemia*⁵, dans certains programmes de télévision, ils n’ont pour l’instant ni une ouverture ni un style à la mesure de la crise cubaine. Je regarde à la télévision un programme significatif d’une avancée : *Lente capitalino*⁶ du vendredi 28 février à 18h. Thème : des jeunes circulent à travers les rues de La Havane habillés de shorts, T-shirts, casquettes, taillés entièrement dans le drapeau des États-Unis... Question du débat : comment interpréter cela ? Est-il possible d’utiliser un drapeau comme élément de mode ? Et s’il s’agissait du drapeau cubain ? Le thème est juteux. Le programme a une présentation attrayante : une heure, une panoplie de différentes personnes présentes dans le studio, retransmission d’enquêtes de rue et appels du public en direct. Bien qu’aucune opinion favorable à l’égard des États-Unis ne se manifeste ni aucune réellement violente, par contre on présente un éventail d’opinions qui vont dans des

4. *Travailleurs et Jeunesse en révolte* (NdT).

5. *Bohème* (NdT).

6. *La loupe de la capitale* (NdT).

directions diverses, ce qui permet d’éviter l’habituel “débat” cubain qui fréquemment ne rend pas tellement compte de ce qui se passe mais de ce qui devrait se passer. C’est un des participants présents dans le studio qui va le plus loin : “Le socialisme véritable a-t-il été capable d’imposer une mode quelle qu’elle soit, une coiffure ? Nous avons été très maladroits dans ce domaine et il nous faut réfléchir sur notre incapacité à attirer la jeunesse. Les États-Unis sont phénoménalement habiles pour imposer leurs symboles...”

Noirs et Noires

Plus du tiers de la population cubaine est noir. Ce sont les petits-enfants, les arrière-petits-enfants, les arrière-arrière-petits-enfants des esclaves amenés d’Afrique. Cuba fut l’un des derniers pays latino-américains à abolir l’esclavage. Un des désaccords essentiels entre les premiers indépendantistes cubains et la métropole coloniale se manifesta à travers l’indignation d’ordre éthique de certains secteurs de la société cubaine face à la promotion de l’esclavage par l’Espagne. Cette lutte pour la libération des Noirs, qui occupa le XIXème siècle, constitue la racine de l’identité nationale cubaine, le meilleur de son “âme” sociale.

La révolution cubaine a été fidèle à ces racines et a ouvert toutes les opportunités à la population d’origine africaine dans un élan humaniste prodigieux. Dans la Cuba pré-révolutionnaire il existait de nombreuses frontières que les Noirs ne franchissaient pas et qu’on ne leur permettait pas de franchir. Ils les rencontraient dans les collèges catholiques - on ne les admettait pas même en payant - ils les rencontraient sur les plages, dans les restaurants, à l’université, au travail, partout. La révolution effaça toutes les frontières.

Il n’existe plus aujourd’hui aucune de ces lignes de démarcation, mais le racisme persiste encore dans la culture et établit des frontières difficiles à franchir dans l’esprit et le coeur de bon nombre de Cubains et Cubaines, y compris parmi les dirigeants et les fonctionnaires du gouvernement. Et

dans les structures du pouvoir la population noire est encore insuffisamment représentée et d'autant moins que l'on s'élève dans la pyramide.

Malgré tout, il y a à Cuba une diminution du racisme culturel comme jamais auparavant. Et grâce à la révolution il y a ce qu'il n'y avait jamais eu : une population noire éduquée et consciente, parfaitement armée pour lutter par elle-même contre les traces du racisme. En finir avec le racisme culturel est une des tâches les plus profondes, passionnantes et quotidiennes que la société civile cubaine a devant elle.

Le racisme - pas seulement culturel - des organisations contre-révolutionnaires de Miami, intégralement constituées de Blancs, est évident. Leur racisme est à ce point évident que les théoriciens de ces groupes ne peuvent pas faire moins que de le reconnaître : *“La participation noire au projet d'opposition et de démocratisation apparaît cruciale et un effort en direction du recrutement des Noirs pour la progression de la société civile s'impose”*, écrit l'un d'entre eux.

Organisations de masse

Elles sont la matrice de la société civile cubaine, le point de départ pour comprendre ce qui existe déjà et ce qui manque. Avec la disparition des nombreuses modalités associatives antérieures à la révolution un vide s'est creusé. Depuis le premier moment et tout au long des années ce vide a été progressivement rempli par de nouvelles organisations. En douceur - par des associations professionnelles et par une vaste gamme d'associations civiles.

À Cuba il existe huit grandes organisations de masse, nées ou renouées dans le cadre de la révolution. Elles sont reconnues dans le texte constitutionnel où elles apparurent jusqu'en 1991, citées une par une. D'une façon ou d'une autre ces organisations ont placé sous leur parapluie tous les secteurs sociaux du pays. Pratiquement personne ne leur est resté extérieur. Personne d'ailleurs ne le souhaitait, car s'y intégrer était un passeport. Tous furent organisés et tous voulaient s'organiser. Les travailleurs urbains et

ruraux dans la Centrale des travailleurs cubains, les femmes dans les Femmes militantes cubaines, les habitants de chaque quartier dans les Comités de défense de la révolution, les paysans dans l'Association nationale des agriculteurs et producteurs, les étudiants des universités dans la Fédération des étudiants universitaires, ceux de l'enseignement secondaire dans la Fédération des étudiants de l'enseignement secondaire et ceux de l'enseignement primaire dans l'Union des pionniers.

Aucune de ces organisations n'avait un caractère massif lors de son apparition, mais le projet révolutionnaire et leur caractère intégrateur propre en ont fait des organisations de masse. L'unique organisation de masse qui n'est pas née en ces premières heures de la révolution est l'Association des combattants de la Révolution, créée dans les années 80, au sein de laquelle s'associent les vétérans des campagnes militaires historiques de Sierra Maestra, de Girón, de l'Escambray ou d'Afrique.

Les organisations de masse cubaines ont été projetées pour représenter devant l'État les intérêts et l'opinion des femmes, des paysans, des travailleurs, des étudiants et des habitants et pour que cette représentation oriente les politiques qui émanent de l'État et du Parti. En tant que représentantes de ces intérêts le rôle des organisations est d'établir des priorités et d'arbitrer les différends en maintenant la nécessaire **unité**. Mais dans la pratique les organisations de masse n'ont jamais fonctionné ainsi. Au départ ce furent de vastes canaux de représentation qui se substituèrent aux multiples et peu représentatifs canaux pré-révolutionnaires. Au fil du temps elles se sont transformées en courroies de transmission des tâches et consignes, en mécanismes de mobilisation, et sont devenues les seuls espaces sociaux où obtenir quelques rares ressources. Elles se sont placées dans la dépendance totale du Parti et de l'État. Aujourd'hui les courroies sont affaiblies par la routine et par la réalité. Et les organisations de masse sont désormais très peu nombreuses et trop massives

pour être représentatives de la société cubaine dans sa pluralité.

Participation

Les Cubains et les Cubaines qui ont aujourd'hui plus de 40 ans sont conscients d'être ceux qui “firent” la révolution de leurs mains, de leur cerveau et de leur cœur, sous des formes de participation diverses et inconnues jusqu'alors dans l'île. Ce furent des années durant lesquelles des millions de personnes se “réalisèrent” : elles accédèrent à la politique et ressentirent leur appartenance à la nation et à la société nationale - et savourèrent la certitude d'apporter leur contribution à une cause supérieure. Elles se transformèrent et transformèrent la réalité. C'est ainsi que le pouvoir se “socialisa”.

En 1970, l'échec de la fameuse *récolte des dix millions de tonnes de canne à sucre*, à laquelle tout le pays participa sans parvenir à atteindre le but ambitieux des 10 millions de tonnes qui avait été fixé, provoqua une profonde crise économique, politique et morale. C'est ensuite que l'on mit en route l'institutionnalisation de la révolution sur le modèle soviétique. À partir de là la participation réelle se mit à évoluer vers un rituel formel. De la créativité initiale on s'achemina vers la routine. Ce fut un processus qui avançait d'un pas lent mais sûr, en même temps que mûrissait la société, ce qui était la conséquence du succès de l'énorme investissement social de cette même révolution qui s'institutionnalisait. C'est alors que commença à se dessiner un paradoxe qui continue à se manifester de nos jours : cette société en développement, toujours plus réfléchie, avec des capacités politiques de plus en plus grandes, se retrouve au pied de murs de plus en plus élevés de bureaucratisme et de **paternalisme** et avec des outils de plus en plus limités pour une participation directe, réelle, créative et adaptée aux nouvelles réalités du pays.

Graffiti que l'on n'a pas encore lu à Cuba : *“Je participe, tu participes, il participe, elle participe, nous participons, vous participez, ils décident”*.

Parti communiste

Le système cubain est basé sur un parti unique, le Parti communiste de Cuba. Le PCC est au centre de tout le système politique en tant que ciment d'unité de la société cubaine. Il est destiné à être comme le levain dans la pâte, dans la pâte sociale.

Le PCC est né d'un processus amorcé avec l'unification de deux organisations politico-militaires - le Mouvement du 26 Juillet et le Directoire révolutionnaire - et d'un parti historique, le Parti socialiste populaire. Ces trois groupes constituèrent en 1961 les Organisations révolutionnaires intégrées (ORI) qui se transformèrent en 1965 en Parti uni de la révolution socialiste (PURS). En 1965 il adopta le nom de PCC. Aujourd'hui il compte 770 000 militants. L'organisation pour la jeunesse du PCC est l'Union des jeunes communistes (UJC), dont font partie quelques 500 000 militants qui ont entre 15 et 30 ans.



Les dirigeants révolutionnaires ont toujours avancé pour argument que, tant que les États-Unis maintiendraient un comportement agressif et antidémocratique à l'égard des décisions autonomes de la nation cubaine, un Parti unique est la seule garantie de la nécessaire unité nationale. Ils ont dit aussi que, si les États-Unis modifiaient leur politique, il n'est pas exclu que différents partis puissent exister à Cuba.

Fidel Castro a formulé en 1997 une conception très particulière de l'unité nationale et du Parti unique. *"Les pays - a-t-il dit - sont aujourd'hui dans un état chaotique, divisés en une foule de factions, de partis, car c'est à quoi ils ont été contraints. On a conduit l'Afrique à la guerre, aux tueries. En Afrique, même les tribus ont été transformées en partis. Et nous, nous avons fait le contraire : nous avons transfor-*

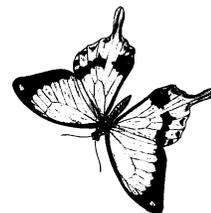
mé les partis en une tribu, c'est à dire en une seule famille."

Théoriquement, le système cubain permet et facilite l'existence de mécanismes destinés à ce que le Parti prenne ses distances par rapport à l'État et se transforme en représentant des problèmes posés par les **organisations de masse**, qui représentent les divers secteurs de la société. Mais cette distance par rapport à l'État pour parvenir à une meilleure représentation de la société n'a jamais existé. La symbiose Parti-État, dans laquelle le Parti domine, persiste. L'absence de distance est d'autant plus évidente que l'on descend davantage vers le niveau local, et parfois il y a davantage de marques d'autoritarisme aux niveaux locaux qu'aux plus hauts niveaux nationaux. *"À ton avis, qui est le plus autoritaire, Fidel Castro ou le premier secrétaire du Parti à Baracoa ?"* me lance un ami en forme de défi soumis à ma réflexion.

Et il m'explique comment en ces dernières années, de crise aiguë, le Parti s'est progressivement réduit à une direction au sommet, en prise directe sur l'État qui conduit et oriente les changements qui se produisent à Cuba et affectent la bourse, l'esprit et l'âme de toute la société, *"qui affectent ma vie, ma p'tite, qui affectent la vie et on en a qu'une seule !"*. Loin de ce sommet - se lamente-t-il - il y a la grande masse des militants du Parti, dans l'attente, avec des capacités, des désirs de participation, des militants qui travaillent, ont des opinions et qui en se rendant compte qu'ils ne peuvent rien faire, rien modifier, influencer sur rien, se sentent frustrés. Et ils deviennent indisciplinés. Par delà cette masse de militants il y a la masse de la population, non militante mais révolutionnaire, des Cubains et des Cubaines, qui eux aussi veulent, peuvent et doivent participer et qui eux aussi sont dans l'expectative.

Du 8 au 10 octobre 1997 aura lieu le Vème Congrès du PCC. Dans la convocation rendue publique en avril, on fait remarquer que dans les cinq dernières années *"un processus de renforcement de notre société civile socialiste s'est développé"*. C'est la seconde fois que le PCC assume positivement

le concept de société civile, ce qui ne manque pas d'être nouveau. La première fois, ce fut lors du polémique *Rapport* du bureau politique du Comité central du PCC (mars 96), qui, malgré toutes ses duretés, a le mérite d'avoir été le premier texte officiel d'un parti communiste dans la tradition d'un socialisme réel qui reconnaît et valorise l'existence de la société civile.



Pionniers

L'Union des pionniers José Martí est une des huit **organisations de masse** du système cubain. Plus d'un million de fillettes et garçonnets qui profitent de l'éducation primaire publique en font partie. Étudier en primaire transforme automatiquement tous les enfants en pionniers et pionnières.

Les pionniers essaient d'inculquer aux enfants l'amour de la patrie, l'intérêt pour l'étude et l'amour d'un métier. Ils le font à travers des activités très variées. Certaines ont l'aspect traditionnel des organisations de découverte ou de scouts : excursions à la campagne, séjours dans des campements, connaissance des milieux naturels non urbains pour s'y débrouiller, etc.

Les pionniers sont l'organisation de masse la plus généralement acceptée et celle que la société met le moins en question. On peut rencontrer des gens très critiques vis-à-vis de la révolution qui ne critiquent pas les pionniers et qui ressentent une émotion profonde le jour où, au cours d'une sorte de cérémonie, on remet à leur fils ou à leur fille le foulard rouge qui témoigne de ce qu'ils sont déjà grands et vont commencer à lire et à écrire. L'identité des pionniers, leurs symboles toujours en relation avec le drapeau, l'amour de la patrie, José Martí et le Che, donnent à cette organisation une connotation plus patriotique et moins politique qu'à beaucoup d'autres.

Pluralisme

La société cubaine est de plus en plus plurielle, de plus en plus diverse et diversifiée. Elle est de plus en plus riche. La révolution a beaucoup investi en capital humain à travers un projet éducatif massif, ample et constant, précisément pour cueillir les fruits de ce succès : des têtes pensantes, une pluralité d'opinions, la socio-diversité. Le peuple cubain pose de plus en plus de questions et les réponses que depuis des années il n'a cessé d'entendre lui paraissent de plus en plus insuffisantes. Plus cela va et plus l'État n'est pas la révolution. Et plus le Parti n'est pas l'État. Et que doit être l'État ? et le Parti ? Et dans tout cela quel rôle revient à la société ? En ce moment de crise économique et de maturité de la société, le système politique est resté en dessous de l'attente. Et aujourd'hui la révolution s'affronte à une grande contradiction qu'elle a elle-même créée : elle a donné à la société une diversification et une qualification proportionnellement inverse à la capacité du système politique à tirer parti de ces valeurs.

Il n'y a pas à Cuba de réclamation en faveur d'un pluralisme dans les partis politiques, mais le pluralisme social, le pluralisme d'opinions, le pluralisme dans les formes de participation - qu'il s'exprime ou non en tant que réclamation - est ce qui peut le mieux apporter des solutions à la très complexe réalité cubaine. *"Nous sommes nombreux à croire que, si le gouvernement considère comme prioritaire la défense du pays, la pluralisation de la société est tout aussi prioritaire. Et nous croyons aussi que ces deux objectifs peuvent être atteints ensemble car ils ne s'opposent pas"*, remarque un militant du Parti.

Tracts

Légalement, en théorie, un groupe de Cubains peut s'installer au coin d'une rue dans n'importe quelle zone touristique du pays pour recueillir des signatures ou distribuer des tracts réclamant, par exemple, que l'on ne continue pas à construire de nouveaux hôtels pour touristes tant que ceux qui

existent déjà ne seront pas exploités à cent pour cent et tant que le dramatique problème du logement qui affecte tant de familles cubaines ne sera pas résolu.

Mener une campagne comme celle-ci ou du même ordre n'est pas interdit. Mais personne ne le fera. Par crainte d'un châtement. Par calcul politique sur les conséquences. Parce qu'on sait qu'il y a une censure et par une prudence que dicte l'autocensure. Et aussi parce que, outre quelque éventuelle répression que ce soit, la lecture politique qui pourrait être faite d'une activité de ce genre, serait que ceux qui distribuent ces tracts n'ont pas confiance dans les dirigeants et doutent de la révolution. Et personne ne voudrait être ainsi catalogué. Parce qu'une immense majorité a réellement confiance dans la révolution. À une lecture orientée par le paternalisme, répond une autocensure orientée par le même paternalisme. Le paternalisme est au cœur de la politique cubaine et le surmonter permettrait de modifier totalement la conception de la politique.

Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants apparurent parce que l'État ne pouvait plus garantir le plein emploi. Ils apparurent à retardement. Après bien des réticences on leur a laissé la voie libre après que les violents événements du Malecon, en août 1994, et la crise ultérieure des *balseros*⁷ qui suivit, démontrèrent que la capacité de résistance du peuple cubain avait elle aussi ses limites.

Les travailleurs à leur compte personnel sont aujourd'hui quelque 200 000. Ils ont des *paladares*, ils réparent des montres, des voitures, ils sont charpentiers, plombiers, fabricants d'objets d'artisanat pour touristes, ils vendent de la nourriture dans la rue, coupent les cheveux... À travers eux - hommes et femmes -, une nouvelle "société civile" est en train d'émerger dans l'espace économique. À ce type de personnage encore inédit dans le paysage traditionnel du travail il faut

ajouter les milliers d'indépendants illégaux - ceux qui ne payent pas d'impôts et n'ont pas de licence - qui constituent un autre nouveau secteur, semblable à celui des "informels" si nombreux en Amérique latine. Beaucoup de ces informels cubains sont des femmes qui vendent du fromage, des friandises ou des fruits ou quoi que ce soit d'autre en faisant du porte-à-porte, raison pour laquelle certains les ont baptisées du nom de *puertapropistas*⁸.

Les indépendants sont un des secteurs les plus dépourvus de protection dans la société cubaine d'aujourd'hui du fait des préjugés idéologiques qui s'exercent à leur encontre et qui se sont manifestés déjà dans le délai mis à leur accorder les autorisations, puis par des contraventions incessantes et des contraintes établies par la législation qui régule leur travail. Des normes et encore des normes qui, outre qu'elles sont strictes, sont mises entre les mains d'organismes dont les intérêts sont en contradiction avec ceux de ces travailleurs et qui, pour cette raison, appliquent les normes non seulement avec rigidité mais toujours en leur faveur et souvent de façon arbitraire. Cette attitude négative s'appuie sur un présupposé idéologique profondément enraciné : le travail d'initiative privée porte en soi le germe néfaste du capitalisme et le socialisme n'est pleinement garanti que lorsque le travail se réalise dans le cadre de l'État. Mais le capitalisme est déjà présent à Cuba et l'organisation sociale est déjà mixte.

"Pourquoi les capitalistes de l'extérieur sont-ils bons et ceux de l'intérieur mauvais ? Serait-ce parce qu'il est plus facile au gouvernement de négocier, de façon centralisée, avec quelques puissants capitalistes qu'avec beaucoup de petits capitalistes, de petite envergure ?" s'interroge l'un d'entre eux. Un quelconque de petite envergure.

Si l'on prend en compte le cercle de famille des travailleurs à leur compte, il existe aujourd'hui à Cuba environ un million de personnes dont les intérêts économiques sont contradictoires

7. Cf. DIAL D 1913 (NdT).

8. Porte-à-porte à compte personnel (NdT).

avec ceux de l'État : impôts, contrôles, normalisation, concurrence parfois déloyale. Où défendent-ils leurs intérêts ? Où discutent-ils le montant exagéré des impôts dont on grève leurs gains, qui eux, ne sont pas toujours exagérés ? Où négocient-ils des prix favorables pour obtenir les matières premières dont ils ont besoin ? Qui les représente ? Pourront-ils s'associer ? Tout porte à penser qu'ils ne pourront pas le faire de façon autonome et que prévaudront les thèses présentées par la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), lesquelles proposent que la Centrale s'achemine vers une perte de sa tonalité prolétaire pour se transformer en une centrale de tous les travailleurs, salariés ou non, et également des travailleurs à leur compte. L'horizon possible serait celui d'un syndicat des travailleurs indépendants

intégré à la CTC à l'image de ce qui se passe avec le syndicat de la sidérurgie. Quand bien même la syndicalisation jouerait en leur faveur en les faisant bénéficier de prestations sociales et en leur permettant d'être mieux défendus face aux "illégaux", il est probable que les travailleurs indépendants perçoivent leur syndicalisation comme un mécanisme de plus du contrôle de l'État. Et ils ne sont pas loin d'avoir raison. Beaucoup de travailleurs indépendants sont de petits propriétaires qui engagent de la main-d'oeuvre de façon plus ou moins déclarée. Ils peuvent difficilement être représentés par une organisation syndicale. Lorsque la CTC met l'accent sur le fait que ce sont des travailleurs, sans faire de distinction entre eux et les salariés qui travaillent pour l'État, elle coiffe d'un même chapeau - au nom de l'unité -

des intérêts qui dans la réalité sont divergents.

Unité

En prenant l'égalitarisme pour fondement dans sa construction et en pariant toujours pour l'équité, la révolution cubaine a créé une des sociétés les plus unies de la planète terre. Et en nourrissant et éduquant le cerveau des Cubains et des Cubaines, elle a mis à jour une riche diversité de pensées, d'opinions et de rêves chez tous les fils et les filles de cette société. Le défi qui se présente maintenant à la révolution est de conserver également l'unité et la diversité qui ont autant de valeur l'une que l'autre.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Vivez chaque jour à l'heure latino-américaine



*DIAL est l'unique distributeur en France
de l'Agenda latino-américain 1998*

Agenda latino-américain 1998

*Le
succès remporté par
l'agenda latino-américain
dans de nombreux pays
témoigne de la place importante
qu'il occupe dans le monde
de la solidarité, ainsi que
du soutien indéfectible
de tous ceux et celles
qui l'ont adopté*

*174 pages, format 21x17,5, couverture couleur
Passez dès maintenant votre commande*

à DIAL

Un exemplaire : 80 F + frais de port

Frais de port : 1 exemplaire : 16 F

2 ou 3 exemplaires : 21 F

4 ou 5 exemplaires : 28 F

*Quel meilleur cadeau de fin d'année que d'offrir un abonnement à DIAL
ou un Agenda latino-américain ?*

*Avez-vous pensé
(cf. feuille jaune envoyée en
octobre) à nous faire parvenir des
noms de personnes à contacter
pour que nous leur proposons
un abonnement à DIAL ?*

Les tables de matières de DIAL pour 1997
seront disponibles mi-janvier.
Elles seront envoyées sur simple demande.
Elles comprennent :
- la liste chronologique des dossiers parus
- la liste des dossiers par pays
- la liste thématique par mots-clés avec sous-
division par pays

Supplément au n° 2061 de DIAL :

LES PEUPLES CULTURELLEMENT EXCLUS, ACTEURS DE LEUR AVENIR ?

Actes du Vème Colloque théologique dominicain d'Amérique latine
du 1er au 7 mars 1996 à Santiago du Chili

avec les contributions de

- **João Xerri** : Les mégacités qui ne sont plus des cités
- **Jesús Tapuerca** : Une approximation de la culture maya-q'eqchi'
- **Bernard Fulcrand** : Travail avec les paysans quechua dans la région de Cusco (Pérou)
- **Gilles Danroc** : Une entrée dans la culture afro-américaine : pauvreté et vaudou en Haïti

et les travaux effectués au cours des ateliers.

Prix du numéro : 40 F

Commande à adresser à DIAL, 38 rue du Doyenné, F - 69005 Lyon



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.